

## Droits de l'homme - Inutile Durban II ?

CHRISTIAN RIOUX

Édition du samedi 25 et du dimanche 26 avril 2009

Mots clés : ONU, Droits de l'homme, Durban II, Droit de la personne, Racisme, Suisse (pays)

*Après la tragédie de Durban I en 2001, la conférence qui s'achevait hier à Genève aura au moins évité le pire*



Photo: Agence Reuters

Paris -- Dans le Grand Palais des nations de Genève s'achevait hier la conférence de l'ONU sur le racisme surnommée Durban II. L'événement survenait huit ans après la désastreuse conférence tenue en Afrique du Sud, en 2001. Sous l'influence de l'Iran et de nombreux pays arabes et africains, la conférence avait offert une véritable tribune à l'antisémitisme et à la dénonciation unilatérale d'Israël et des pays démocratiques. Elle avait aussi été l'occasion pour les États islamiques de faire valoir leur prétention à interdire le blasphème sous prétexte de combattre la haine religieuse.

Ce n'est donc pas sans raison que, pendant toute la semaine, les yeux du monde se sont tournés vers Genève, où les membres de l'ONU étaient chargés de faire le point sur l'application des résolutions adoptées huit ans plus tôt. Boycottée par Israël, le Canada, les États-Unis, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne et la République tchèque, la conférence semblait irrémédiablement compromise. Qu'on y songe: une conférence sur les droits de l'homme présidée par la Libye, aidée de l'Iran et du Pakistan avec Cuba comme rapporteur! Contrairement aux partisans du boycottage, une majorité de pays européens menés par la France a tenté d'influencer la rédaction de la résolution finale. Plus tôt cette semaine, le ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, parlait même d'un «énorme succès». Selon lui, la déclaration issue de la conférence est un «texte antiraciste majeur» puisqu'on y retrouverait «tout ce que les pays occidentaux souhaitaient».

Un savant compromis

Le texte adopté en catastrophe cette semaine à Genève a beau être le fruit d'un savant compromis destiné à gommer certaines des affirmations les plus outrancières de Durban I, il fait toujours référence à la déclaration adoptée en 2001. La déclaration de Durban I est réaffirmée même si elle stigmatisait Israël et faisait de la seule démocratie du Moyen-Orient un modèle de pays raciste, sinon le seul. C'est ce qui a fait dire au porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hassan Qashqavi, que la conférence de Genève était la confirmation de celle de Durban.

Malgré tout, les pays européens ont tout fait pour faire disparaître la condamnation de la «diffamation des religions» que les pays musulmans avaient fait reconnaître à Durban. Le résultat est pour le moins mitigé puisque le texte reconnaît toujours une forme de racisme rebaptisée «haine des religions». Le texte remercie d'ailleurs le rapporteur extraordinaire, le Sénégalais Doudou Diene, qui s'est acharné depuis 2002 à combattre toutes les formes de blasphème de l'islam. La déclaration souligne aussi l'action du groupe de travail ad hoc dont tout le travail a été orienté dans ce sens.

Ceux qui parlent de victoire font remarquer que, malgré l'opposition de l'Iran, un paragraphe sur la nécessaire mémoire de l'Holocauste a été conservé dans la déclaration finale. Lundi, le président Mahmoud Ahmadinejad avait provoqué la sortie en bloc des représentants de 23 pays européens lorsqu'il avait dénoncé le «racisme» de l'État d'Israël. Le document final reprend aussi une phrase de la déclaration de Durban I évoquant la «détresse des Palestiniens» et affirmant le droit de l'État hébreu à la sécurité. D'aucuns font remarquer que l'évocation du «sort du peuple palestinien vivant sous occupation étrangère» se retrouve néanmoins dans un chapitre portant sur les «victimes du racisme».

Les grands perdants de la nouvelle déclaration semblent être les homosexuels. Téhéran a obtenu gain de cause afin que le texte n'évoque pas explicitement la discrimination dont ils sont victimes. Pour certains, cette discrimination serait incluse dans les «formes multiples et aggravées de discrimination», que mentionne la déclaration. Ce n'est évidemment pas l'avis des principaux concernés. Comme des intouchables de l'Inde qui réclamaient que la discrimination dont ils sont victimes soit aussi évoquée.

Fallait-il boycotter ?

Pour les partisans du boycottage, la seule présence de Mahmoud Ahmadinejad, d'ailleurs

applaudi par une majorité de délégués, justifiait de ne pas cautionner une telle mascarade. «Le plus significatif est que cette conférence confère à ce personnage, et aux thèmes qu'il défend, une légitimité internationale, déclarait l'historien israélien Simon Epstein dans les pages du quotidien Libération. Cette assemblée est composée pour une bonne part de pays autoritaires, aux régimes parfois sanguinaires et très souvent corrompus et dictatoriaux. Elle représente des idéologies ou des religions extrémistes, et fières de l'être.»

Pour l'historien, la participation de certains pays occidentaux à cette conférence s'explique par la culpabilité que cultive une certaine gauche, selon qui «la discrimination est justifiée, à condition qu'elle soit pratiquée dans un pays d'Afrique ou d'Asie. Le massacre est excusable, quand il est commis par des États non européens».

Ce n'est pas l'opinion de ceux qui jugent que les absents ont toujours tort. Selon eux, il fallait être là pour éviter le pire. La conférence aurait même accompli «un double prodige» en supprimant toute référence spécifique à Israël, estime Stéphane Bussard, chroniqueur du quotidien suisse Le Temps. Elle marquerait donc la marginalisation de l'État iranien. Plusieurs soulignent que, même si le texte écrit du discours de Mahmoud Ahmadinejad contenait une référence à la nature «ambiguë et douteuse de l'Holocauste», celle-ci n'a finalement pas été prononcée. «L'antagonisme entre les pays occidentaux et les pays musulmans -- renforcé depuis 2001 au détriment des minorités musulmanes -- a été surmonté», estime aussi Human Rights Watch, qui s'était fortement impliquée dans l'organisation. La plupart des ONG n'ont cependant guère prisé que la déclaration ait été adoptée à la hâte avant même qu'elles aient pu s'exprimer.

Un champ de bataille

Reste que la déclaration de Genève ressemble à un champ de bataille et que pratiquement personne n'en attend d'effets concrets. Et pour cause. L'écrivain français Bernard-Henri Lévy rappelait récemment que «les pays qui ont le plus de progrès à faire en matière de droits de l'homme sont ceux qui, encore une fois, ont le contrôle du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. C'est fou, mais c'est ainsi. On marche sur la tête, mais c'est un fait.» Il se demandait s'il ne fallait pas dissoudre cet organisme ou en interdire l'accès à des pays notoirement dictatoriaux, criminels ou génocidaires. On apprenait récemment que les États-Unis pourraient bientôt y poser leur candidature.

Ce n'est probablement pas dans des conférences comme celle qui s'achevait hier que les pays démocratiques pourront modifier ce rapport de force. L'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine appelait d'ailleurs ces pays à changer de stratégie. Il faisait en même temps ce triste constat: «Aujourd'hui, il serait impossible d'y faire adopter [à l'ONU] à l'unanimité la Déclaration universelle des droits de l'homme votée en 1948!»

\*\*\*

Correspondant du Devoir à Paris

Vos réactions

[Israël et "l'Occident" assiégés par les Barbares...](#) - par karim boujrada

Le samedi 25 avril 2009 10:00

Réagissez à ce texte

Pour ajouter un commentaire,

identifiez vous :

adresse électronique

Publicité - Un produit ou un service ?

Recherche

